

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/93/Suppl.1

G/SCM/W/102/Suppl.1

18 octobre 1995

(95-3140)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET
REGLLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LE GOUVERNEMENT
NEO-ZELANDAIS¹ AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE
L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Supplément

Les Communautés européennes ont fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 9 octobre 1995.

Législation antidumping de la Nouvelle-Zélande

1. Meilleurs renseignements disponibles

L'utilisation des "meilleurs renseignements disponibles" prévue dans l'Accord du GATT (article 6.8 et annexe II) n'est évoquée à aucun moment dans la Loi néo-zélandaise.

Question

La Nouvelle-Zélande pourrait-elle préciser l'état de sa législation en ce qui concerne l'utilisation des "meilleurs renseignements disponibles" dans ses enquêtes en matière de droits antidumping et de droits compensateurs?

2. Marges antidumping - Article 14 de la Loi néo-zélandaise

L'article 14 de la Loi néo-zélandaise ne dit rien au sujet de la détermination d'une *marge de dumping individuelle*, prévue à l'article 6.10 de l'Accord.

Question

La Nouvelle-Zélande pourrait-elle donner des assurances qu'elle prévoira la détermination de marges de dumping individuelle?

3. Forme des notifications - Articles 9 a), 11 1) g), 13 2) et 16 1), etc., de la Loi néo-zélandaise

La Loi néo-zélandaise indique simplement qu'un avis doit contenir "un bref résumé des raisons pour lesquelles il est donné ..." (article 9 a)). Cette définition élémentaire est insuffisante par rapport aux prescriptions de l'article 12 de l'Accord. L'article 12.1.1 prévoit par exemple que les avis au

¹G/ADP/N/1/NZL/2-G/SCM/N/1/NZL/2.

public concernant l'ouverture d'une enquête doivent contenir davantage de renseignements, comme la base sur laquelle est fondée l'allégation de l'existence d'un dumping, un résumé des facteurs sur lesquels est fondée l'allégation de l'existence d'un dommage, la notification des délais, etc. Or, le terme "avis" contenu à l'article 10 4) de la Loi néo-zélandaise, à propos de l'avis au public concernant l'ouverture de l'enquête, renvoie en fait à la définition insuffisante ci-dessus qui figure à l'article 9, et qui suppose simplement un "bref résumé".

Il en va de même pour l'article 13 2), qui prévoit la publication de l'avis concernant la détermination finale, et pour l'article 16 1) relatif à la publication de l'avis concernant les mesures provisoires, ainsi que pour d'autres dispositions de la loi qui renvoient à la définition insuffisante contenue à l'article 9.

Question

La Nouvelle-Zélande envisage-t-elle de mettre en oeuvre l'article 12 de l'Accord du GATT?

4. Preuves écrites - Article 10 1) de la Loi néo-zélandaise

Selon l'article 10 1) de la Loi néo-zélandaise, le Secrétaire peut ouvrir une enquête "lorsqu'il est convaincu que des éléments de preuve suffisants ont été fournis ...". Or, l'article 5.1 de l'Accord du GATT précise que la demande doit être présentée "par écrit". Le libellé du texte néo-zélandais ne précise rien de tel.

Question

La Nouvelle-Zélande pourrait-elle donner des éclaircissements sur l'expression utilisée dans cet article?

5. Présentation orale des éléments de preuve - Article 10.6 a) de la Loi néo-zélandaise

L'article 6.1 de l'Accord du GATT prévoit simplement la possibilité de présenter par écrit les éléments de preuve. L'article 10.6 a) de la Loi néo-zélandaise précise que "sur justification" ces éléments de preuve peuvent également être présentés oralement. La précision subtile contenue à l'article 6.3 de l'Accord du GATT selon laquelle les renseignements présentés oralement seront reproduits par écrit et "mis à la disposition des autres parties" ne figure pas dans la Loi néo-zélandaise.

Question

Quelle en est la raison?

6. Rencontres entre les parties - Article 10.6 c) de la Loi néo-zélandaise

L'article 10.6 c) de la Loi néo-zélandaise ne dit pas expressément que le fait de ne pas participer à une rencontre ne sera pas préjudiciable à la cause de la ou des parties qui ne souhaiteraient pas participer. Les dispositions de l'article 6.2 de l'Accord du GATT ne figurent pas dans la Loi néo-zélandaise.

Question

Quelle en est la raison?

7. Renseignements non confidentiels - Article 10 8) de la Loi néo-zélandaise

La Loi néo-zélandaise stipule que "le Secrétaire *peut demander*" aux parties qui ont fourni des renseignements confidentiels d'en donner un résumé non confidentiel, alors que l'Accord du GATT contient la formule plus catégorique "*exigeront ...*": les résumés non confidentiels ne sont donc pas facultatifs (article 6.5.1 de l'Accord).

Question

Pourquoi les dispositions de la Loi néo-zélandaise sont-elles différentes?

8. Renseignements non confidentiels - Article 10 8) a) et b) de la Loi néo-zélandaise

La Loi néo-zélandaise ne précise pas en quoi consisterait un résumé non confidentiel "satisfaisant": la condition énoncée à l'article 6.5.1 (deuxième phrase) de l'Accord du GATT selon laquelle les résumés doivent être "suffisamment détaillés" n'y figure pas.

Question

Quelle en est la raison?

9. Défaut d'offre d'engagement - Article 15 de la Loi néo-zélandaise

La Loi néo-zélandaise ne contient pas de disposition fondée sur celle de l'article 8.5 de l'Accord du GATT qui prévoit que le fait de ne pas offrir un engagement ne devrait pas être préjudiciable à l'affaire.

Question

Quelle en est la raison?

10. Engagements - Article 15 de la Loi néo-zélandaise

La Loi néo-zélandaise ne contient pas de disposition fondée sur celle de l'article 8.5 de l'Accord du GATT qui prévoit qu'aucun exportateur ne sera contraint de souscrire à un engagement.

Question

Quelle en est la raison?

11. Transactions conclues dans des conditions d'indépendance - Article 3 2) et 4 1) c) de la Loi néo-zélandaise

La Loi néo-zélandaise stipule qu'une vente de produits "... n'est pas considéré[e] comme une transaction conclue dans des conditions d'indépendance ..." s'il existe un arrangement compensatoire en faveur de l'acheteur du produit. Selon l'article 4 1) lorsque l'achat du produit par l'importateur ne constituait pas une transaction conclue dans des conditions d'indépendance le prix à l'exportation est:

- un "prix raisonnable" déterminé par le Secrétaire (sous-alinéa c)) lorsque le produit est revendu par l'importateur dans un état différent; ou

- un prix soumis à des ajustements (sous-alinéa b)) lorsque l'état du produit n'a pas été modifié.

Or, l'article 2.3 de l'Accord du GATT prévoit simplement que, lorsqu'il existe un arrangement de compensation en faveur de l'acheteur, les autorités *pourront* établir un prix raisonnable, que l'état du produit ait été modifié ou non. La disposition de l'Accord du GATT n'est pas impérative.

Question

Le texte néo-zélandais étant conçu en des termes catégoriques, comment la Nouvelle-Zélande envisage-t-elle d'assurer la même souplesse que l'article 2.3 de l'Accord du GATT eu égard à la détermination d'un prix à l'exportation approprié pour les transactions qui n'ont pas été conclues dans des conditions d'indépendance?

12. Absence de prix à l'exportation - Article 4 2) b) de la Loi néo-zélandaise

La formule employée dans cet article, pour le cas où il n'y a pas de prix à l'exportation, est-elle aussi catégorique; il est dit que le prix à l'exportation *sera* déterminé de la manière jugée appropriée par le Secrétaire. L'article 2.3 de l'Accord du GATT contient le terme "pourra", qui est moins impératif.

Question

Quelle en est la raison?

13. Ventes insuffisantes - Article 5 2) a), b) et c) de la Loi néo-zélandaise

Les raisons qui permettent de considérer que la valeur normale ne peut pas être déterminée sont trop vagues. La note de bas de page 2 relative à l'article 2.2 de l'Accord du GATT fixe un "seuil de 5 pour cent" en deçà duquel les ventes du produit sur le marché intérieur sont considérées comme insuffisantes. La Loi néo-zélandaise ne prévoit rien de tel.

Question

La Nouvelle-Zélande modifiera-t-elle sa législation de façon à y incorporer les précisions contenues à l'article 2.2 de l'Accord du GATT, notamment en ce qui concerne le seuil de 5 pour cent applicable aux ventes sur le marché intérieur?

14. Valeur normale - Article 5 6) de la Loi néo-zélandaise

La Loi néo-zélandaise n'indique pas ce qui doit normalement être considéré comme "une période prolongée". L'Accord du GATT (article 2.2.1, note de bas de page 4) précise que la longue période devrait normalement être de un an, mais en aucun cas inférieure à six mois.

Question

Pourquoi la Loi néo-zélandaise ne reprend-elle pas la définition de l'expression "une longue période" contenue dans l'Accord du GATT en vue d'établir si les ventes ont lieu au cours d'opérations commerciales normales?

15. Valeur normale - Article 5.6 de la Loi néo-zélandaise

La Loi néo-zélandaise ne donne pas de définition de l'expression "quantité substantielle"; la définition contenue dans l'Accord du GATT (article 2.2.1, note de bas de page 5) n'y figure pas.

Question

Pourquoi la Loi néo-zélandaise ne reprend-elle pas la définition de l'expression "quantités substantielles" contenue dans l'Accord du GATT pour établir si les ventes ont lieu au cours d'opérations commerciales normales?

16. Conversion de monnaies - Article 5 3) de la Loi néo-zélandaise

Les dispositions relatives à une comparaison équitable contenue dans la Loi néo-zélandaise ne prennent pas en compte la conversion de monnaies, comme le veut l'article 2.4.1 de l'Accord du GATT.

Question

Quelle en est la raison?

17. Marges de dumping - Articles 5 3) et 14 4) de la Loi néo-zélandaise

La Loi néo-zélandaise ne prend pas en compte les dispositions de l'article 2.4.2 de l'Accord du GATT, qui prévoit que le calcul de la marge de dumping se fait sur la base d'une comparaison entre moyennes pondérées ou directement transaction à transaction.

Question

Quelle en est la raison?

18. Dommage et cumul

Il semble que la Loi néo-zélandaise ne contienne pas de dispositions reprenant les règles contenues à l'article 3.3 de l'Accord du GATT relatives au cumul des effets des importations en provenance de plus d'un pays.

Question

Quelle en est la raison?

19. Dommage imputable à d'autres facteurs que les produits dont il est allégué qu'ils font l'objet d'un dumping - Article 8 2) e) iii) de la Loi néo-zélandaise

Question

La Nouvelle-Zélande envisage-t-elle de prendre en compte les pratiques commerciales restrictives entre producteurs néo-zélandais à l'intérieur du pays lorsqu'elle évaluera les autres facteurs cause de dommage? Le libellé de l'article 8 2) e) iii) de la Loi n'est pas clair sur ce point.

20. Menace de dommage

La Loi néo-zélandaise ne contient pas tous les détails prévus à l'article 3.7 de l'Accord du GATT en ce qui concerne la détermination concluant à une menace de dommage.

Question

Quelle en est la raison?